



## AUGMENTATION DES SALAIRES :

→ 8% TOUT DE SUITE !

## RETRAITE :

→ **NON** AU REcul DE L'ÂGE DE DÉPART !

### ■ Salaires : 8 % tout de suite !

Pour les fonctionnaires, la hausse de **3,5 % du point d'indice** vient après **6 ans de blocage**. Chez Total, chez EDF, les patrons ont été contraints de lâcher entre **6 et 8 %** d'augmentation après les grèves. Le patron des fonctionnaires c'est l'État. C'est pour cela que FO a demandé à la Première Ministre que les négociations salariales soient ré-ouvertes comme nous le faisons partout dans le secteur privé en exigeant des clauses de revoyure.

Nous voulons nous aussi **8 % tout de suite**. Et si le gouvernement refuse, nous n'aurons nous non plus pas d'autre solution que la grève.

### ■ Retraites : ni recul de l'âge de départ, ni allongement de la durée de cotisation, ni remise en cause des régimes existants !

LE PROJET DE MACRON PAR ANNEE DE NAISSANCE		
1961	62 ans et 4 mois	2023
1962	62 ans et 8 mois	2024
1963	63 ans	2025
1964	63 ans et 4 mois	2026
1965	63 ans et 8 mois	2027
1966	64 ans	2028
1967	64 ans et 4 mois	2029
1968	64 ans et 8 mois	2030
1969	65 ans	2031

Pour la réforme des retraites, le Président de la République a donné ses objectifs : reculer l'âge de départ à 65 ans, en raison de 4 mois de plus chaque année. Cela s'appliquerait dès l'été 2023 (*voir tableau ci-contre*). Il parle aussi de l'augmentation de la durée de cotisation. Il veut également discuter de l'avenir des régimes spéciaux et du Code des Pensions civiles et militaires, de la CNRACL...

**C'est INACCEPTABLE !**

**Le 3 octobre dernier, FO, CGT, CFDT, CFTC, CGC, FSU, UNSA, Solidaires ont déclaré ensemble dans un communiqué national :**

**« Les organisations syndicales réaffirment ainsi qu'elles sont, comme la majorité de la population, fermement opposées à tout recul de l'âge de départ en retraite et à une augmentation de la durée de cotisation. »**

#### L'INFLATION EN OCTOBRE

**Viandes : + 28 %**

**Pâtes : + 20 %**

**Énergie : + 19 %**

**Huile : + 19 %**

**Papier hygiénique : + 18 %**

**Oeufs : + 15 %**

(INSEE)



Le gouvernement a été déjà obligé de retarder la discussion au Parlement sur sa réforme. S'il persiste, c'est par la grève que nous le ferons renoncer purement et simplement, comme nous l'avons fait en 2019.